



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 19 août 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/07/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Entrepôts Pétroliers de la Haute Seine

99 avenue de la Seine
77000 La Rochette

Références : E/25-2019
Code AIOT : 0006502414

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/07/2025 dans l'établissement Entrepôts Pétroliers de la Haute Seine implanté 99 Avenue de la Seine 77000 La Rochette. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 2 juillet 2025 s'inscrit dans le cadre d'une action régionale qui porte sur la réalisation d'exercices Plan d'Opération Interne (POI) inopinés au sein des installations classées Seveso ou des installations soumises à autorisation avec POI, afin de garantir une gestion efficace des situations d'urgence et de limiter les risques pour les biens, les personnes et l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Entrepôts Pétroliers de la Haute Seine
- 99 Avenue de la Seine 77000 La Rochette
- Code AIOT : 0006502414
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société Entrepôts Pétroliers de la Haute Seine (EPHS) exploite un dépôt de liquides inflammables en bordure de Seine, sur le territoire de la commune de LA ROCHETTE (77 000), depuis 1958.

Les activités de l'établissement sont actuellement encadrées par l'arrêté préfectoral 13/DCSE/IC/036 du 29 mars 2013.

L'établissement est soumis à autorisation au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement pour 3 rubriques de la nomenclature: 4734, 1434 et 2175.

L'établissement est classé SEVESO « Seuil Bas » par application de la règle du dépassement direct du seuil bas de la rubrique 4734, il est soumis aux dispositions de l'arrêté du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du Code de l'environnement.

Anciennement classé SEVESO seuil-haut, le dépôt a été déclassé en janvier 2010 à la suite d'une réduction importante de ses capacités de stockage d'hydrocarbures (pétrole brut, fioul et gasoil), le volume maximal autorisé passant de 26 000 m³ à 8 249 m³. Ce changement de régime administratif a été acté par arrêté préfectoral n°10 DAIDD IC 020 du 15 janvier 2010.

L'exploitant a ensuite déposé un dossier de demande d'autorisation pour l'exploitation de 11 des 18 bacs du dépôt (anciennement utilisés pour le stockage d'hydrocarbures) avec des solutions azotées pour une capacité maximale de 17 391 m³.

L'instruction de l'autorisation d'exploitation a conduit à la prise d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°13/DCSE/IC/036 du 29 mars 2013.

Le dépôt est constitué de 18 réservoirs aériens permettant le stockage de fioul domestique ou gazole et de solution azotée. Selon l'activité, des produits non classés peuvent également être stockés dans les bacs (huile de colza). Le site dispose de 6 postes de chargement (bras jusqu'à 150 m³/h) et d'un poste de déchargement par camions citernes ainsi qu'un poste de chargement/déchargement par voie fluviale (6 canalisations, dont 3 dédiées aux SOLAZE).

Thèmes de l'inspection :

- Plans d'urgence

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Existence et adéquation du Plan d'Opération Interne	AP Complémentaire du 29/03/2013, article 7.7.4	Demande d'action corrective	5 mois
2	Respect des seuils de niveau des réservoirs aériens d'hydrocarbures	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 16	Demande d'action corrective	1 mois
3	POI - Moyens	AP Complémentaire du	Demande d'action corrective	5 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
	d'intervention externes	29/03/2013, article 7.7.3.4		
4	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Demande d'action corrective	5 mois
5	Prélèvements environnementaux	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Article 5 & Annexe V	Demande d'action corrective	5 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant ne maîtrise pas suffisamment son POI malgré une bonne connaissance de ses installations. Il doit réaliser des exercices réguliers afin d'être plus réactif dans le déclenchement de l'alerte du POI, la communication interne/externe et dans les actions à mettre en œuvre.

Par ailleurs, il ne s'assure pas de la disponibilité permanente de ses moyens d'intervention et n'a pas prévu de solution de secours en cas de dysfonctionnement de ses équipements. Cette situation critique n'a pas été portée à la connaissance de l'inspection des installations classées ni des services d'incendie et de secours.

Dans le cadre de la révision de son EDD et de la mise à jour du POI en vigueur, l'Inspection souhaite que l'exploitant améliore son document au regard des constats détaillés dans les différents points de contrôle.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Existence et adéquation du Plan d'Opération Interne

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/03/2013, article 7.7.4
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'opération interne
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit un Plan d'Opération Interne (P.O.I) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires, analysés pour un certain nombre de scénarii de l'étude de dangers. En cas d'accident, l'exploitant assure la direction du P.O.I. jusqu'à déclenchement d'un éventuel plan particulier d'intervention (P.P.I.) par le Préfet. Il met en œuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du P.O.I. Il prend en outre, à l'extérieur de l'établissement, les mesures urgentes de protection des populations et de l'environnement prévues au P.O.I. Le cas échéant, il est homogène avec la nature et les enveloppes des différents scénarios d'accident envisagés dans l'étude des dangers.</p> <p>Le P.O.I. est conforme à la réglementation en vigueur. Il définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger</p>

le personnel, les populations et l'environnement.

Un exemplaire du P.O.I. est disponible en permanence au local de réception et auprès des personnes d'astreinte lors des périodes de fermeture du dépôt. L'exploitant doit élaborer et mettre en œuvre une procédure écrite, et mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir :

- la recherche systématique d'améliorations des dispositions du P.O.I. ; cela inclut notamment :

- l'organisation de tests périodiques du dispositif et/ou des moyens d'intervention,
- la formation du personnel intervenant,
- l'analyse des enseignements à tirer de ces exercices et formations,
- l'analyse des accidents qui surviendraient sur d'autres sites,

- la revue périodique et systématique de la validité du contenu du POI,

- la mise à jour systématique du POI en fonction de l'usure de son contenu ou des améliorations décidées.

Le P.O.I. est remis à jour au minimum tous les 5 ans, ainsi qu'à chaque modification notable et en particulier avant la mise en service de toute nouvelle installation ayant modifié les risques existants.

Le P.O.I. et ses mises à jour successives sont transmis au service d'incendie et des secours et à l'inspection des installations classées.

Des exercices réguliers sont réalisés en liaison avec les sapeurs pompiers pour tester le P.O.I.

L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour cet exercice. Le compte rendu lui est adressé.

Un P.O.I. actualisé est transmis dans un délai maximal d'un mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral.

Constats :

L'Inspection, accompagnée du SDIS, s'est rendue de manière inopinée sur le site de EPHS pour déclencher un exercice POI, sur la base d'un scénario d'accident contenu dans son POI, et observer les mesures mises en œuvre par l'exploitant pour faire face à l'évènement prévu dans le cadre de l'exercice.

Avant le déclenchement de l'exercice POI, l'exploitant est informé de la nécessité de simuler le scénario en déclenchant réellement ses moyens d'intervention, mais sans utiliser ses moyens d'extinction en mousse afin de ne pas gaspiller ses réserves d'émulseur et éviter un nettoyage de ses installations après l'exercice ainsi que la génération d'eaux polluées.

Le déroulé de l'exercice est décrit en annexe confidentielle.

L'Inspection note l'insuffisance de maîtrise de cet exercice POI et le manque d'implication du chef de dépôt. L'exploitant dispose d'une bonne connaissance de ses installations, néanmoins, il n'est pas suffisamment réactif dans le déclenchement de l'alerte et du POI ni dans les actions d'urgence à réaliser. Par ailleurs, il ne s'assure pas de la disponibilité permanente de ses moyens d'intervention et n'a pas prévu de solution de secours en cas de dysfonctionnement de ses équipements. Il n'a pas prévenu l'inspection des installations classées ni les services d'incendie et de secours de l'absence temporaire de moyen d'extinction sur site.

L'inspection a notamment relevé les écarts suivants :

- L'état des stocks

L'affichage mural de l'état des stocks ne correspond pas à la réalité. Les données sont datées du 16/06/25 et sont actualisées manuellement en fonction des dépotages réalisés alors que l'exploitant dispose d'une application sur la supervision et sur son téléphone lui permettant de connaître les volumes des bacs en « temps réel ».

Suite n°20250702-1 : Il convient que l'exploitant dispose d'une organisation lui permettant de communiquer des informations correctes et fiables sur les quantités et la nature des produits contenus dans ses bacs de stockage.

- Communication en interne sur l'évolution du sinistre

Pendant l'exercice, le responsable et son adjoint ne disposaient pas de moyens de communication leur permettant d'échanger, en temps réel et à distance, sur l'accident et l'état des vannes ou pompes que l'adjoint est parti vérifier/activer. L'exploitant et son adjoint n'ont échangé brièvement sur les actions effectuées, qu'en salle de contrôle (soit au retour de l'adjoint en salle de contrôle). Il n'y a pas eu d'identification conjointe du scénario accidentel en cours pour décider du déclenchement du POI et des actions à mener.

Suite n°20250702-2 : L'exploitant doit s'organiser afin que la mise en œuvre de son POI soit correctement réalisée en cas de besoin (utilisation de moyens de communication internes notamment).

- L'identification rapide du scénario et le déclenchement du POI

L'exploitant n'a pas cherché à consulter le POI pour identifier le scénario et déclencher le POI afin de lancer les actions prévues. Il a uniquement consulté l'annuaire présent dans son POI afin de prévenir les services de l'État et de secours de cet accident simulé. L'exploitant a tardé à alerter le SDIS, la SNCF et les services de l'État ainsi que les interlocuteurs de ses fiches POI. La mairie n'a pas été informée. Les fiches papier consultées n'étaient pas à jour, induisant des appels sans réponse, faute de numéros valides. La version du POI disponible au poste de commandement exploitant étant antérieure à celle en vigueur.

Le DOI n'a pas assigné les rôles d'intervention à son personnel.

Suite n°20250702-3 : L'exploitant devra s'entraîner, au travers d'exercices, à la mise en œuvre de son POI qu'il ne maîtrise pas aujourd'hui.

Suite n°20250702-4 : L'exploitant devra disposer d'une organisation lui permettant de savoir s'il doit déclencher ou non son POI en cas d'accident. Le cas échéant, il doit être en mesure d'avertir les services de secours et les services de l'État du déclenchement effectif de son POI.

Suite n°20250702-5 : L'exploitant devra disposer d'une version à jour de son POI au poste de commandement exploitant.

- L'adéquation entre le scénario et le déroulé de l'exercice

Le responsable du site a tardé à arrêter les activités en cours et à alerter le personnel sur site en vue de son évacuation. Il a indiqué ne plus disposer de moyens d'alerte à distance (une sirène PPI existait lorsqu'il était classé Seveso Seuil Haut mais n'a pas été testée depuis de nombreuses années et a probablement une trop longue portée). Il n'a d'ailleurs procédé à aucun recensement du personnel évacué. L'inspection a constaté la présence d'un intérimaire et d'une secrétaire sur site après l'évacuation.

Suite n°20250702-6 : Le POI actuellement en vigueur(mis à jour en 2021) ne prévoit pas l'alerte et l'évacuation du personnel en cas d'accident, puis son recensement.

Suite n°20250702-7 : Il convient que l'exploitant dispose d'un moyen lui permettant d'alerter l'ensemble du personnel du site en vue de son évacuation.

Il n'a pas suivi le schéma d'alerte de son POI visant à informer immédiatement le SDIS de l'accident et de la fuite de la bâche qui rendait impossible l'activation de ses pompes d'aspiration. La vérification du statut des vannes d'alimentation en eau et émulseurs et des vannes de rétention (ouvert ou fermé par défaut) n'est pas indiquée dans la check-list des opérations à mener pour ce scénario.

Suite n°20250702-8 : Les fiches scénario du POI actuellement en vigueur (mis à jour en 2021) ne mentionnent pas la liste des vannes, pompes, etc. à vérifier/activer dans le cadre du déclenchement d'un scénario accidentel.

- Les moyens de lutte contre l'incendie

Le scénario n'indique pas le déroulé de mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie ainsi qu'un mode dégradé en cas de dysfonctionnement de l'un ou plusieurs d'entre eux.

Suite n°20250702-9 : Les fiches scénario du POI ne sont pas suffisamment précises sur les moyens de lutte contre l'incendie à mettre en œuvre et leur ordre de mise en œuvre pour faire face à un scénario accidentel donné.

- Le positionnement de certains équipements vis-à-vis des effets des scénarios accidentels

Le poste de commandement exploitant (PCex) est le bâtiment qui fait office d'accueil et de salle de contrôle. Il se situe à l'intérieur de la zone des effets létaux du scénario accidentel joué lors de l'inspection. Par ailleurs, la plupart des boutons d'arrêt à distance des installations sont localisés dans ce bâtiment ou à proximité.

Suite n°20250702-10 : L'exploitant définira une stratégie visant à :

- déplacer son poste de commandement exploitant en cas de déclenchement de certains scénarios accidentels afin que celui-ci ne soit pas soumis à des effets irréversibles résultant de ces scénarios.
- ce que les installations dont l'arrêt/la commande peu uniquement s'effectuer depuis des zones potentiellement soumises à des effets irréversibles puissent également être mises à l'arrêt/commandées en dehors de zones associées à des effets irréversibles.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 5 mois

N° 2 : Respect des seuils de niveau des réservoirs aériens d'hydrocarbures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, Article 16

Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'opération interne - Stratégie d'intervention

Prescription contrôlée :

Dans le cas de réceptions automatiques, les réservoirs de liquides inflammables sont équipés :

- d'un dispositif de mesure de niveau fonctionnant de façon continue dont le signal est utilisé pour les asservissements de conduite des opérations de réception (telles que le changement de réservoir ou l'arrêt de la réception) ;
- d'une sécurité de niveau haut, correspondant au premier niveau de sécurité situé au-dessus du niveau maximum d'exploitation :
 - indépendante du dispositif de mesure de niveau ;
 - installée de façon à pouvoir être contrôlée régulièrement ;
 - programmée pour que l'atteinte du niveau de sécurité haut :
 - génère une alarme visuelle et sonore ;
 - génère l'envoi d'une information vers l'opérateur du transporteur ;
 - stoppe automatiquement la réception, éventuellement de façon temporisée, par action sur la vanne d'arrivée du liquide inflammable ;
 - positionnée de façon à ce que, compte tenu de la vitesse de remplissage et du temps de manœuvre des vannes, la réception de liquides inflammables soit arrêtée dans le réservoir avant que le liquide n'atteigne le niveau très haut même lorsque la temporisation prévue à l'alinéa précédent est mise en œuvre ;
- d'une seconde sécurité de niveau correspondant à un niveau de sécurité très haut :
 - indépendante du dispositif de mesure de niveau et de la première sécurité de niveau ;
 - installée de façon à pouvoir être contrôlée régulièrement ;
 - programmée pour que l'atteinte du niveau de sécurité très haut entraîne un arrêt immédiat de la réception par la fermeture de la vanne d'arrivée produit et la fermeture de la vanne d'entrée du réservoir ;
 - positionnée de façon à ce que, compte tenu de la vitesse de remplissage et du temps de manœuvre des vannes, la réception de liquides inflammables soit arrêtée avant le débordement du réservoir.

Dans le cas de réceptions non automatiques, les réservoirs de liquides inflammables d'une capacité équivalente supérieure ou égale à 100 mètres cubes sont équipés d'un dispositif indépendant du système de mesurage en exploitation, pouvant être :

- une alarme de niveau relayée à une présence permanente de personnel disposant des consignes indiquant la marche à suivre pour interrompre dans les plus brefs délais le remplissage du réservoir et configurée de façon à ce que la personne ainsi prévenue arrête la réception de liquides inflammables avant le débordement du réservoir ;
 - ou un limiteur mécanique de remplissage dont la mise en œuvre est conditionnée à la cinétique d'un éventuel sur-remplissage ;
 - ou une sécurité instrumentée réalisant les actions nécessaires pour interrompre le remplissage du réservoir avant l'atteinte du niveau de débordement.
- « Ce dispositif constitue le premier niveau de sécurité au sens de la définition de la capacité d'un réservoir en article 2 du présent arrêté.

Constats :

Voir annexe confidentielle

L'exploitant a paramétré des seuils d'alerte intermédiaire afin d'anticiper tout dépassement des niveaux définis pour ses bacs de stockage d'hydrocarbures. Cependant, lors de la consultation de

<p>l'état de remplissage des bacs, l'Inspection a constaté que le niveau très haut d'un des bacs était dépassé sans que l'exploitant n'ait mis en œuvre des mesures correctrices rapides permettant de repasser sous le seuil du niveau haut.</p> <p>Il a indiqué que la cause du dépassement était liée aux fortes chaleurs qui avaient entraîné une augmentation du volume des hydrocarbures stockés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Suite n°20250702-11 : L'exploitant doit organiser son exploitation de façon à ne pas dépasser les niveaux haut et très haut de ses bacs de stockage, y compris en cas de variations des températures extérieures, et à prendre des mesures correctives rapidement en cas de dépassement de ces niveaux.</p> <p>Suite n°20250702-12 : L'exploitant précisera les équipements et l'organisation dont il dispose pour respecter l'article 16 de l'arrêté ministériel du 03/10/10.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : POI - Moyens d'intervention externes

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/03/2013, article 7.7.3.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Contenu POI - Articulation avec services d'urgence externes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un dispositif permet aux secours extérieurs de se raccorder en toute fiabilité au réseau incendie de l'établissement, notamment en cas de défaillance des moyens de pompage du site. Ce dispositif est suffisamment dimensionné de façon à assurer les débits calculés selon les dispositions décrites à l'article 7.8.1.</p> <p>Un accès en toute sécurité à ce dispositif est réalisé en accord avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours.</p> <p>Le réseau est équipé de raccords normalisés de réalimentation par des moyens mobiles en cas de non-fonctionnement de la pomperie ou d'insuffisance de débit ou de pression.</p> <p>Le nombre et le diamètre des raccords fait l'objet d'un accord avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours. Ce réseau est constitué au moins de 4 raccords de diamètre 100 et 152 mm raccordés sur le réseau de pré-mélange et de 2 raccords de diamètre 152 mm raccordés sur le réseau d'eau de l'établissement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le POI n'indique pas comment ni où le SDIS peut se raccorder au réseau incendie de l'établissement et si le réseau est équipé de raccords normalisés de réalimentation par des moyens mobiles en cas de non-fonctionnement de la pomperie ou d'insuffisance de débit ou de pression.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Suite n°20250702-13 : L'exploitant devra actualiser son POI en détaillant les modalités de</p>

raccordement des moyens de secours externes, au réseau incendie de l'établissement, et justifier qu'il dispose de raccords normalisés de réalimentation par des moyens mobiles en cas de non-fonctionnement de la pomperie ou d'insuffisance de débit ou de pression.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 5 mois

N° 4 : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68
Thème(s) : Risques accidentels, POI et sécurité du site
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.</p> <p>L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>[...]</p> <p>En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le scénario testé « feu de nappe au sein de la rétention des hydrocarbures », nécessite le fonctionnement de pompes d'aspiration en Seine afin d'alimenter les réseaux d'eaux incendie du site.</p> <p>Le démarrage des pompes d'aspiration de la centrale incendie nécessite qu'elles soient « gavées », c'est-à-dire pré-alimentées par l'eau d'une bache incendie localisée dans l'ancien local chaudière. Ce mode de fonctionnement n'est décrit dans aucun document à disposition du SDIS et de l'inspection. Lors de l'exercice, les pompes d'aspiration permettant l'alimentation en eaux incendie du site étaient inutilisables puisque la bache incendie était vide le jour de l'inspection. L'exploitant précise qu'une fuite avait été détectée sur la bache et que celle-ci avait fait l'objet d'une réparation récemment, nécessitant sa vidange. Son re-remplissage était prévu le jour de l'inspection d'après l'exploitant.</p> <p>Il n'a donc pas été possible de vérifier le bon fonctionnement des différents moyens de lutte contre l'incendie associés au scénario mis en œuvre.</p> <p>L'exploitant ne dispose pas d'une organisation lui permettant de pallier à ce genre de dysfonctionnement et n'a pas tenu informés les services d'incendie et de secours et l'inspection des installations classées de ce dysfonctionnement.</p>

Post-inspection l'exploitant a justifié que le re-remplissage de la bache incendie était effectif.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Suite n°20250702-14 : L'exploitant doit mettre en place une solution de secours alternative lui permettant d'alimenter les pompes de son réseau incendie sans nécessiter de réserve d'eau (ici la bache incendie). Si cela n'est pas possible il précisera quelles mesures prendre pour alimenter les pompes si la bache incendie est dépourvue d'eau. L'organisation associée devra être décrite dans le POI. De manière générale, l'exploitant doit disposer d'une procédure définissant les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt, en cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie. En cas d'application de cette procédure, il conviendra d'en informer les services d'incendie et de secours et l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 5 mois

N° 5 : Prélèvements environnementaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Article 5 & Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'opération interne – Dispositions environnementales
Prescription contrôlée : <u>Article 5 :</u> [...] Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment : - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ; - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. [...] <u>Annexe V :</u> DONNÉES ET INFORMATIONS DEVANT FIGURER DANS LE PLAN D'OPÉRATION INTERNE, OU DANS SA MISE À JOUR POSTÉRIEURE AU 31 DÉCEMBRE 2021 [...] i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, et portant sur les substances toxiques, les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de

<p>l'environnement, les substances générant des incommodités fortes sur de grandes distances. Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'exercice POI, l'exploitant n'a pas entrepris les démarches visant à réaliser les premiers prélèvements dans l'environnement malgré la simulation que des fumées s'échappaient de son site. Cela s'explique notamment par le fait que la version 2021 du POI en vigueur ne contient pas les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Suite n°20250702-15 : L'exploitant doit mettre à jour son POI afin qu'il précise les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent, et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ; - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 5 mois</p>